

ARCHIVES HISTORIQUES DE LA COMMISSION

COLLECTION
DES DOCUMENTS "SEC"

Dossier SEC(69)824

Vol. 1969/0029

Disclaimer

Conformément au règlement (CEE, Euratom) n° 354/83 du Conseil du 1er février 1983 concernant l'ouverture au public des archives historiques de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (JO L 43 du 15.2.1983, p. 1), modifié en dernier lieu par le règlement (UE) 2015/496 du Conseil du 17 mars 2015 (JO L 79 du 25.3.2015, p. 1), ce dossier est ouvert au public. Le cas échéant, les documents classifiés présents dans ce dossier ont été déclassifiés conformément à l'article 5 dudit règlement ou sont considérés déclassifiés conformément aux articles 26(3) et 59(2) de la décision (UE, Euratom) 2015/444 de la Commission du 13 mars 2015 concernant les règles de sécurité aux fins de la protection des informations classifiées de l'Union européenne.

In accordance with Council Regulation (EEC, Euratom) No 354/83 of 1 February 1983 concerning the opening to the public of the historical archives of the European Economic Community and the European Atomic Energy Community (OJ L 43, 15.2.1983, p. 1), as last amended by Council Regulation (EU) 2015/496 of 17 March 2015 (OJ L 79, 27.3.2015, p. 1), this file is open to the public. Where necessary, classified documents in this file have been declassified in conformity with Article 5 of the aforementioned regulation or are considered declassified in conformity with Articles (26.3) and 59(2) of the Commission Decision (EU, Euratom) 2015/444 of 13 March 2015 on the security rules for protecting EU classified information.

In Übereinstimmung mit der Verordnung (EWG, Euratom) Nr. 354/83 des Rates vom 1. Februar 1983 über die Freigabe der historischen Archive der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Europäischen Atomgemeinschaft (ABl. L 43 vom 15.2.1983, S. 1), zuletzt geändert durch die Verordnung (EU) Nr. 2015/496 vom 17. März 2015 (ABl. L 79 vom 25.3.2015, S. 1), ist dieser Akt der Öffentlichkeit zugänglich. Soweit erforderlich, wurden die Verschlussachen in diesem Akt in Übereinstimmung mit Artikel 5 der genannten Verordnung freigegeben; beziehungsweise werden sie auf Grundlage von Artikel 26(3) und 59(2) der Entscheidung der Kommission (EU, Euratom) 2015/444 vom 13. März 2015 über die Sicherheitsvorschriften für den Schutz von EU-Verschlussachen als herabgestuft angesehen.

COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

SECRETARIAT GENERAL

Bruxelles, le 27 février 1969

SEC (69) 824

ECHANGE DE CORRESPONDANCE ENTRE LA COMMISSION ET
LES AUTORITES SUISSSES AU SUJET DU CONTINGENT
TARIFAIRE COMMUNAUTAIRE DE 5.000 TETES DE TAUREAUX,
VACHES ET GENISSES, AUTRES QUE CEUX DESTINES A LA
BOUCHERIE DE CERTAINES RACES ALPINES.

- Règlement (CEE) n° 2123/68 du Conseil du 20 décembre 1968 -

(Note diffusée pour information sur instruction de M. DENIAU)

Le Secrétariat général attire votre attention sur le fait que la demande de la Suisse, qu'à l'avenir le contingent soit mis à la disposition des Etats membres à partir du 1er juillet de chaque année (au lieu du 1er janvier), a été discutée au sein du groupe ad hoc des contingents tarifaires le 21 février. Les Etats membres ont en général émis un préjugé favorable à accepter la demande suisse, à partir du 1er juillet 1970 et ont à cette occasion demandé de recevoir officiellement l'échange de correspondance cité en référence.

destinataires : MM. les membres de la Commission

copie à : M. Wellenstein
M. Sigrist
M. Toulomon
M. Rabot
M. Gaudet



COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

SEC(69) 824

Bruxelles, le 27 février 1969

ECHANGE DE CORRESPONDANCE ENTRE LA COMMISSION
ET LES AUTORITES SUISSES AU SUJET DU CONTIN-
GENT TARIFAIRE COMMUNAUTAIRE DE 5.000 TETES DE
TAUREAUX, VACHES ET GENISSES, AUTRES QUE CEUX
DESTINES A LA BOUCHERIE DE CERTAINES RACES ALPINES.

(Règlement(CEE)2123/68 du Conseil du 20/12/68)

A. Weitnauer

LE D'LEGUE
AUX ACCORDS COMMERCIAUX
CHARGE DE MISSIONS SPECIALES

Berne, le 23 décembre 1968

Monsieur le Directeur Général,

J'ai l'honneur de me référer aux récents entretiens qui ont eu lieu le 17 décembre 1968 entre nos deux délégations et de vous confirmer ce qui suit :

- 1) A l'occasion de l'entrée en vigueur du décret concernant la globalisation du contingent tarifaire de 5.000 têtes de bétail, les autorités suisses tiennent à rappeler que, selon elles, ce contingent était destiné exclusivement au marché italien.

Etant donné que ce contingent a été accordé par la Communauté et payé par la Suisse, les autorités suisses sont soucieuses - au moment où la Communauté a procédé à une globalisation dudit contingent - de pouvoir utiliser les possibilités d'exportation pour le bétail d'élevage et de rente suisse comme par le passé. Par ailleurs, la Suisse a déjà attaché du prix à le mentionner lors de l'échange de lettres du 29 juin 1967 à l'issue des négociations du Kennedy Round.

- 2) Un élément essentiel pour que cette utilisation soit possible est que la période pendant laquelle le contingent est valable chaque année, coïncide avec l'année des exportations suisses, déterminée par la saison principale de

./..

Monsieur Th. Hijzen
Directeur Général
Communauté Economique Européenne
Bruxelles

vente qui débute au mois de septembre. Une mise à disposition du contingent global, le 1er janvier, comme cela a été fixé dans le premier décret de globalisation, implique le renvoi des soldes mis à disposition des Etats membres au beau milieu de la campagne d'exportation, ce qui entraînerait diverses difficultés et retards. En outre, les risques d'utilisation de ce contingent par des pays tiers dont la campagne d'exportation n'est pas aussi concentrée sur la saison d'automne augmenteraient; en effet, ces pays pourraient théoriquement utiliser la totalité du contingent disponible avant même que la saison d'exportation du bétail suisse ait débuté. Du tableau ci-joint ressort statistiquement le développement mensuel des exportations suisses de bétail vers les Etats membres de la CEE.

Ces raisons amènent les autorités suisses à demander qu'à l'avenir ce contingent soit mis à disposition des Etats membres à partir du 1er juillet de chaque année pour la période s'étendant jusqu'au 30 juin. De ce fait, la remise à la réserve des soldes non utilisés pourrait intervenir le 1er avril de chaque année.

- 3) La gestion des quote-parts des contingents alloués aux Etats membres restant dans la compétence de ces pays, les autorités suisses se proposent de négocier les modalités d'exécution et d'utilisation de ce contingent directement avec les pays membres.
- 4) Si, en dépit des précautions mentionnées ci-dessus, des difficultés devaient naître dans l'application du nouveau règlement de la CEE, la Commission de la CEE est disposée à entrer en consultation avec les autorités suisses, en vue de trouver des solutions satisfaisantes et conformes à l'esprit dans lequel ledit contingent avait été négocié et accordé.

Je vous saurais gré de bien vouloir me confirmer votre accord sur ce qui précède et vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur général, l'assurance de ma haute considération.

1 annexe

(sé) A. Weitnauer

EXPORTE IN DIE EWG-LÄNDER

	<u>1965</u>	<u>1966</u>	<u>1967</u>	<u>1968</u>
Januar	15	-	203	72
Februar	57	-	228	200
März	637	2	611	465
April	233	186	188	295
Mai	234	397	261	362
Juni	94	173	78	290
Juli	-	27	6	37
August	379	110	95	283
September	1589	973	641	1041
Oktober	1351	1409	730	2173
November	1730	1092	617	1295
Dezember	<u>120</u>	<u>815</u>	<u>671</u>	ca. <u>1140</u>
Total	<u><u>6439</u></u>	<u><u>5184</u></u>	<u><u>4329</u></u>	ca. <u><u>7653</u></u>

Bétail d'élevage et de rente, de race pure, (race brune de Schwyz, races tachetées de Simmental et de Fribourg):

Répartition des exportations suisses vers les Etats membres de la CEE (par tête)

	<u>1963</u>	<u>1964</u>	<u>1965</u>	<u>1966</u>	<u>1967</u>	<u>1968</u> (prov.)
Italie	14.922	10.123	6.252	5.078	4.292	7.550 ca.
France	444	342	181	60	29	92
Rép.féd.d'Allem.	851	40	6	46	8	8
Benelux	-	-	-	-	-	-
Total	<u>16.217</u>	<u>10.505</u>	<u>6.439</u>	<u>5.184</u>	<u>4.329</u>	<u>7.650 ca.</u>

Bern, 20. Dezember 1968 / ma

Bruxelles, le 18 février 1969

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint une lettre destinée à Monsieur l'Ambassadeur Weitnauer, concernant le contingent tarifaire communautaire de 5.000 têtes de taureaux, vaches et génisses, autres que ceux destinés à la boucherie, de certaines races alpines.

Je vous serais très obligé de bien vouloir la transmettre à Monsieur l'Ambassadeur Weitnauer.

Je vous prie d'agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma très haute considération.

(sé) Th. C. Hijzen

Monsieur l'Ambassadeur WURTH
Chef de la Mission Suisse auprès
des Communautés Européennes
102 rue de la Loi
Bruxelles 4

DIRECTION GENERALE
DU
COMMERCE EXTERIEUR

Bruxelles, le 18 février 1969

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur de me référer à votre lettre du 23 décembre 1968 concernant le contingent tarifaire communautaire de 5.000 têtes de taureaux, vaches et génisses, autres que ceux destinés à la boucherie, de certaines races alpines.

En ce qui concerne la question de la globalisation, celle-ci a été instituée eu égard notamment au degré actuel de réalisation de l'Union tarifaire qui exigeait la mise en place d'une solution communautaire. Je me permets d'ailleurs d'attirer votre attention sur le fait que la répartition du contingent tient compte de l'intérêt suisse d'exportation vers le marché italien. En effet, la première tranche qui excède 80 % du volume contingentaire a été répartie en tenant compte du niveau élevé prévisible des importations sur la quote-part initiale italienne qui s'élève à 3.800 têtes, à laquelle s'ajoutent 200 têtes à l'Allemagne et 100 têtes à la France.

Par ailleurs, la Commission, soucieuse de tenir compte des différences dans la campagne d'exportation suisse, par rapport à celle d'autres pays tiers, n'a pas ménagé ses efforts pour que la campagne d'exportation suisse soit prise en considération; c'est pourquoi elle a insisté auprès du

./..

S.E. M. L'Ambassadeur
A. WEITNAUER

Département de l'Economie Publique
Division du Commerce

3003 B e r n e / Suisse

Conseil pour que la date concernant l'épuisement de la quote-part initiale, prévue au 1er octobre 1969, soit reportée au 15 novembre 1969. C'est cette deuxième date qui a été retenue à l'article 6 du règlement (CEE) n° 2123/68 du Conseil du 20 décembre 1968.

Les Services de la Commission ont pris acte du désir des autorités suisses que ce contingent soit, à l'avenir, mis à la disposition des Etats membres à partir du 1er juillet de chaque année. A cet égard, je me permets de vous rappeler qu'une telle question doit être décidée par le Conseil. Toutefois, je saisirai mes autorités de ce problème et informerai le Gouvernement suisse des décisions prises, le moment venu.

J'espère vivement que dans ces conditions il n'y aura pas de difficultés dans l'application de ce règlement. Toutefois, au cas où il s'avérerait que des problèmes surgissent, je suis disposé à avoir un échange de vues avec les autorités suisses, en vue de trouver des solutions mutuellement satisfaisantes.

Je vous prie d'agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

(sé) Th. Hijzen

KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

SEK(69) 824

Brüssel, den 27. Februar 1969

SCHRIFTWECHSEL ZWISCHEN DER KOMMISSION UND DEN
SCHWEIZERISCHEN BEHÖRDEN ÜBER DAS GEMEINSCHAFTS-
ZOLLKONTINGENT FÜR 5000 STÜCK STIERE, KÜHE UND
FÄRSEN BESTIMMTER HÖHENRASSEN, NICHT ZUM SCHLACHTEN
(VERORDNUNG (EWG) 2123/68 DES RATES VOM 20/12/68)

A. Weitnauer

Delegierter für Handelsverträge
und Spezialmissionen

Bern, den 23. Dezember 1968

Herr Generaldirektor!

Unter Bezugnahme auf die letzten Unterredungen unserer beiden Delegationen vom 17. Dezember 1968 erlaube ich mir, Ihnen folgendes zu bestätigen:

- 1) Anlässlich des Inkrafttretens der Verordnung über die Eröffnung des Zolkontingents von 5000 Stück Vieh für die gesamte Gemeinschaft möchten die schweizerischen Behörden darauf hinweisen, daß ihres Erachtens dieses Kontingent ausschließlich für den italienischen Markt bestimmt war.

Nachdem dieses Kontingent von der Gemeinschaft gewährt wurde und die Schweiz Gegenleistungen erbracht hat, fragen sich die schweizerischen Behörden besorgt, ob - da nunmehr dieses Kontingent vergemeinschaftlicht wurde - die Ausfuhrmöglichkeiten für Schweizer Zucht- und Nutzvieh dieselben bleiben wie in der Vergangenheit. Im übrigen hat die Schweiz dieses Problem schon im Schriftwechsel vom 29. Juni 1967 nach Abschluß der Kennedy-Runde erwähnt.

- 2) Damit die Ausfuhrmöglichkeiten wie in der Vergangenheit genutzt werden können, ist es von wesentlicher Bedeutung, daß der jährliche Anwendungszeitraum dieses Kontingents mit dem Zeitraum der schweizer Ausfuhren zusammenfällt, der durch die im September beginnende Absatzhauptsaison bestimmt ist.

.../...

Herrn Th. Hijzen
Generaldirektor
Europäische Wirtschaftsgemeinschaft
Brüssel

Eine Eröffnung des Globalkontingents am 1. Januar - wie es in der ersten Verordnung zur Festsetzung des Globalkontingents vorgesehen wurde, hat zur Folge, daß die Salden der Mitgliedstaaten erst Mitte des Ausfuhrjahres feststehen; dadurch würden Schwierigkeiten und Verzögerungen entstehen. Ferner könnten sich die Ausnutzungsmöglichkeiten dieser Kontingente für Drittländer vergrößern, deren Ausfuhrjahr nicht in dem Maße auf den Herbst beschränkt ist; diese Länder könnten theoretisch das gesamte Kontingent ausnutzen, ehe überhaupt die Ausfuhrzeit für Schweizer Vieh begonnen hat. Aus der beigefügten Statistik geht die monatliche Entwicklung der schweizerischen Viehausfuhren nach den Mitgliedstaaten der EWG hervor.

Diese Gründe veranlassen die Schweizerischen Behörden zu der Bitte, daß künftig dieses Kontingent den Mitgliedstaaten in dem Zeitraum vom 1. Juli bis 30. Juni zur Verfügung gestellt wird. Damit könnten die nicht ausgenutzten Restmengen am 1. April jedes Jahres auf die Reserve übertragen werden.

- 3) Da die Mitgliedstaaten weiterhin für die Verwaltung ihrer Kontingentquoten zuständig bleiben, werden die schweizerischen Behörden die Einzelheiten der Durchführung und Ausnutzung dieses Kontingents direkt mit den Mitgliedsländern vereinbaren.
- 4) Sollten trotz der vorerwähnten Vorsichtsmaßnahmen Schwierigkeiten bei der Durchführung der neuen EWG-Verordnung entstehen, sollte die EWG-Kommission bereit sein, die schweizerischen Behörden zu konsultieren, um zufriedenstellende Lösungen zu finden, die dem Geist, in dem dieses Kontingent vereinbart und gewährt wurde, entsprechen.

Ich wäre Ihnen dankbar, wenn Sie mir Ihr Einverständnis über die vorangehenden Punkte bestätigen würden, und bitte Sie, Herr Generaldirektor, den Ausdruck meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu genehmigen.

gez. A. Weitnauer

1 Anlage

EXPORT IN DIE EWG-LÄNDER

	<u>1965</u>	<u>1966</u>	<u>1967</u>	<u>1968</u>
Januar	15	-	203	72
Februar	57	-	228	200
März	637	2	611	465
April	233	186	188	295
Mai	234	397	261	362
Juni	94	173	78	290
Juli	-	27	6	37
August	379	110	95	283
September	1589	973	641	1041
Oktober	1351	1409	730	2173
November	1730	1092	617	1295
Dezember	120	815	671	ca. 1140
Insgesamt	<u>6439</u> =====	<u>5184</u> =====	<u>4329</u> =====	<u>ca. 7653</u> =====

Reinrassiges Zucht- und Nutzvieh (der braunen Schwyzer Rasse und der gefleckten Simmentaler und Freiburger Rasse):

Aufteilung der schweizerischen Ausfuhren nach Mitgliedstaaten der EWG (Stückzahlen)

	<u>1963</u>	<u>1964</u>	<u>1965</u>	<u>1966</u>	<u>1967</u>	<u>1968</u> (vorläufig)
Italien	14.922	10.123	6.252	5.078	4.292	7.550 ca.
Frankreich	444	342	181	60	29	92
Bundesrepublik Deutschland	851	40	6	46	8	8
Benelux	-	-	-	-	-	-
Insgesamt	<u>16.217</u> =====	<u>10.505</u> =====	<u>6.439</u> =====	<u>5.184</u> =====	<u>4.329</u> =====	<u>7.650 ca.</u> =====

Bern, den 20. Dezember 1968

Brüssel, den 18. Februar 1969

Herr Botschafter!

Ich erlaube mir, Ihnen in der Anlage ein Schreiben für Herrn Botschafter Weitnauer über das Gemeinschaftszollkontingent von 5000 Stück Stieren, Kühen und Färsen bestimmter Höhenrassen, nicht zum Schlachten, zu übersenden.

Ich wäre Ihnen sehr dankbar, wenn Sie dieses Schreiben an Herrn Botschafter Weitnauer weiterleiten würden.

Genehmigen Sie, Herr Botschafter, den Ausdruck meiner ausgezeichnetsten Hochachtung.

gez. Th. C. Hijzen

Herrn Botschafter Wurth
Leiter der Schweizer Mission
bei den Europäischen Gemeinschaften

Rue de la Loi 102

Brüssel 4

GENERALDIREKTION

Brüssel, den 18. Februar 1969

AUSSENHANDEL

Herr Botschafter!

Ich erlaube mir, auf Ihr Schreiben vom 23. Dezember 1968 über das Gemeinschaftszollkontingent für 5000 Stück Stiere, Kühe und Färsen bestimmter Höhenrassen, nicht zum Schlachten, Bezug zu nehmen.

Die Vergemeinschaftlichung wurde hauptsächlich im Hinblick auf den gegenwärtigen Stand der Verwirklichung der Zollunion vorgenommen, die die Schaffung einer gemeinschaftlichen Lösung forderte. Im übrigen erlaube ich mir, Sie daraufhinzuweisen, daß die Kontingentaufteilung den Interessen der Schweiz bezüglich deren Ausfuhren auf den italienischen Markt Rechnung trägt. Die erste Tranche, die mehr als 80 % der Kontingentsmenge ausmachte, wurde unter Berücksichtigung der voraussehbaren Höhe der Einfuhren folgendermaßen aufgeteilt: die ursprüngliche Quote für Italien beträgt 3800 Stück, für Deutschland 200 Stück und für Frankreich 100 Stück.

In dem Bestreben, den Unterschieden zwischen dem schweizerischen Ausfuhrjahr und dem der anderen Drittländer Rechnung zu tragen, bemühte sich die Kommission, das schweizerische Ausfuhrjahr in Betracht zu ziehen;

.../...

S.E. Herrn Botschafter
A. Weitnauer

Wirtschaftsministerium

Abteilung Handel

3003 B E R N /Schweiz

deshalb hat sie sich beim Rat dafür eingesetzt, daß der Zeitpunkt der Ausschöpfung der ursprünglichen Quote vom 1. Oktober 1969 auf den 15. November 1969 verschoben wird. Dieser zweite Zeitpunkt wurde in Artikel 6 der Verordnung (EWG) Nr. 2123/68 des Rates vom 20. Dezember 1968 festgehalten.

Die Dienststellen der Kommission haben den Wunsch der schweizerischen Behörden zur Kenntnis genommen, daß dieses Kontingent künftig den Mitgliedstaaten ab 1. Juli jeden Jahres zur Verfügung gestellt werden möge. In diesem Zusammenhang erlaube ich mir, Sie darauf hinzuweisen, daß diese Frage vom Rat entschieden werden muß. Ich werde jedoch meinen Behörden dieses Problem unterbreiten und die schweizerische Regierung zur gegebenen Zeit von den Entscheidungen unterrichten.

Ich hoffe zuversichtlich, daß unter diesen Bedingungen bei der Anwendung der Verordnung keine Schwierigkeiten entstehen werden. Sollten sich jedoch Probleme ergeben, bin ich zu einem Meinungsaustausch mit den schweizerischen Behörden bereit, um für beide Seiten zufriedenstellende Lösungen zu finden.

Bitte genehmigen Sie, Herr Botschafter, den Ausdruck meiner ausgezeichnetsten Hochachtung.

gez. Th. Hijzen

COMMISSIONE DELLE COMUNITÀ EUROPEE

SEC(69) 824

Bruxelles, 27 febbraio 1969

SCAMBIO DI CORRISPONDENZA TRA LA COMMISSIONE
E LE AUTORITÀ SVIZZERE IN MERITO AL CONTINGENTE
TARIFFARIO COMUNITARIO DI 5.000 CAPI DI TORI, VACCHE
E GIOVEGNHE, DIVERSI DA QUELLI DESTINATI ALLA
MACELLAZIONE, DI ALCUNE RAZZE ALPINE

(Regolamento (CEE) 2123/68 del Consiglio, del 20.12.1968)

A. Weitnauer

IL DELEGATO

AGLI ACCORDI COMMERCIALI

INCARICATO DI MISSIONI SPECIALI

Berna, 23 dicembre 1968

Signor Direttore Generale,

Con riferimento ai recenti colloqui intercorsi in data 17 dicembre 1968 tra le nostre due delegazioni, mi pregio di confermarLe quanto segue:

1) In occasione dell'entrata in vigore del decreto relativo alla globalizzazione del contingente tariffario di 5.000 capi di bestiame, le autorità svizzere tengono a ricordare che a loro avviso tale contingente era destinato esclusivamente al mercato italiano.

Dato che questo contingente è stato accordato dalla Comunità e pagato dalla Svizzera, le autorità svizzere desidererebbero - ora che la Comunità ha proceduto ad una globalizzazione del suddetto contingente - di poter utilizzare come per il passato le possibilità di esportazione per il bestiame d'allevamento e per il bestiame da reddito svizzero.

Del resto, la Svizzera ha tenuto a ricordarlo anche nello scambio di lettere del 29 giugno 1967 al termine dei negoziati del Kennedy round.

2) Elemento essenziale, perché questa utilizzazione sia possibile, è che il periodo di validità del contingente in ciascun anno coincida con la campagna delle esportazioni svizzere, determinata dalla stazione principale di vendita che inizia precisamente nel mese di settembre. L'aper-

Signor Th. Hijzen

Direttore Generale

Comunità Economica Europea

Bruxelles

tura del contingente globale al 1° gennaio, come nel primo decreto di globalizzazione, implicherebbe il riporto dei residui messi a disposizione degli Stati membri proprio nel mezzo della campagna d'esportazione, e ciò comporterebbe non poche difficoltà e ritardi. Inoltre si accrescerebbe il rischio che il contingente venisse utilizzato da paesi terzi la cui campagna d'esportazione non si concentra così fortemente nella stagione autunnale; questi paesi potrebbero infatti, in teoria, utilizzare l'intero contingente disponibile prima ancora che potesse aver inizio la stagione d'esportazione del bestiame svizzero. La tabella statistica allegata illustra l'andamento mensile delle esportazioni svizzere di bestiame verso gli Stati membri della CEE.

Per le suddette ragioni le autorità svizzere ritengono di dover chiedere che in avvenire questo contingente sia messo a disposizione degli Stati membri a partire dal 1° luglio di ogni anno, per il periodo che si chiude al 30 giugno. Così l'assegnazione a riserva dei residui non utilizzati potrebbe avvenire al 1° aprile di ogni anno.

- 3) Poiché la gestione delle quote dei contingenti concessi agli Stati membri rimane di competenza di tali paesi, le autorità svizzere si propongono di negoziare direttamente con gli Stati membri le modalità di esecuzione e di utilizzazione di detto contingente.
- 4) Se, malgrado le precauzioni qui sopra menzionate, dovessero ugualmente insorgere difficoltà nell'applicazione del nuovo regolamento della CEE, la Commissione della CEE sarebbe disposta ad intavolare consultazioni con le autorità svizzere per giungere a soluzioni soddisfacenti e conformi allo spirito nel quale il suddetto contingente è stato negoziato e accordato.

Le sarei grato se volesse cortesemente confermarmi il suo accordo su quanto precede, e La prego, Signor Direttore, di gradire i sensi della mia alta considerazione.

1 allegato

(f.to) A. Weitnauer

ESPORTAZIONI NEI PAESI DELLA CEE

	<u>1965</u>	<u>1966</u>	<u>1967</u>	<u>1968</u>
Gennaio	15	-	203	72
Febbraio	57	-	228	200
Marzo	637	2	611	465
Aprile	233	186	188	295
Maggio	234	397	261	362
Giugno	94	173	78	290
Luglio	-	27	6	37
Agosto	379	110	95	283
Settembre	1589	973	641	1041
Ottobre	1351	1409	730	2173
Novembre	1730	1092	617	1295
Dicembre	120	815	671	ca. 1140
Totale	<u>6439</u>	<u>5184</u>	<u>4329</u>	ca. <u>7653</u>

Bestiame d'allevamento e produttivo, di razza pura (razza bruna di Schwyz, razze pezzate di Simmental e di Friburgo):

Ripartizione delle esportazioni svizzere verso gli Stati membri della CEE (in capi)

	<u>1963</u>	<u>1964</u>	<u>1965</u>	<u>1966</u>	<u>1967</u>	<u>1968</u> (provvisorio)
Italia	14.922	10.123	6.252	5.078	4.292	7.550 ca.
Francia	444	342	181	60	29	92
Repubblica federale di Germania	851	40	6	46	8	8
Benelux	-	-	-	-	-	-
Totale	<u>16.217</u>	<u>10.505</u>	<u>6.439</u>	<u>5.184</u>	<u>4.329</u>	<u>7.650 ca.</u>

Berna, 20 dicembre 1968/ma

Bruxelles, 18 febbraio 1969

Signor Ambasciatore,

ho l'onore di trasmetterLe qui allegata, una lettera indirizzata al Signor Ambasciatore Weitnauer, relativa al contingente tariffario comunitario di 5.000 capi di tori, vacche e giovenche, diversi da quelli destinati alla macellazione, di alcune razze alpine.

Le sarei grato se volesse cortesemente curare l'inoltro di detta lettera al Signor Ambasciatore Weitnauer.

La prego di gradire, Signor Ambasciatore, i sensi della mia alta considerazione.

(f.to) Th. C. Hijzen

Signor Ambasciatore WURTH

Capo della Missione svizzera
presso le Comunità europee
102, rue de la Loi

Bruxelles

Bruxelles, 18 febbraio 1969

Signor Ambasciatore,

con riferimento alla Sua lettera del 23 dicembre 1968 relativa al contingente tariffario comunitario di 5.000 capi di tori, vacche e giovenche, diversi da quelli destinati alla macellazione, di alcune razze alpine, ho l'onore di comunicarle quanto segue:

Per ciò che riguarda la questione della globalizzazione, questa è stata istituita tenendo soprattutto conto del grado attuale di realizzazione dell'Unione tariffaria, che esigeva l'adozione di una soluzione comunitaria. Mi permetto d'altro lato di richiamare la Sua cortese attenzione fatto che la ripartizione del contingente tiene conto degli interessi svizzeri in materia di esportazione verso il mercato italiano. La prima frazione, che supera l'80% del volume del contingente, è stata infatti ripartita, considerando l'alto livello prevedibile delle importazioni, in una quota iniziale italiana che ammonta a 3.800 capi e in 200 capi per la Germania e 100 per la Francia.

Inoltre, la Commissione, consapevole delle peculiari caratteristiche della campagna d'esportazione svizzera rispetto alle campagne di altri paesi terzi, non ha lesinato i suoi sforzi perché la campagna d'esportazione svizzera fosse tenuta nella debita considerazione; essa ha pertanto

.../...

S.E. Signor Ambasciatore
A. WEITNAUER
Dipartimento dell'Economia pubblica
Divisione del Commercio
3003 Berna/Svizzera

insistito presso il Consiglio perché la data relativa all'esaurimento della quota iniziale, prevista per il 1° ottobre 1969, venisse rinviata al 15 novembre 1969. Questa seconda data è stata appunto accolta nell'articolo 6 del regolamento (CEE) n. 2123/68 del Consiglio, del 20 dicembre 1968.

I servizi della Commissione hanno preso atto del desiderio delle autorità svizzere che questo contingente sia in avvenire messo a disposizione degli Stati membri a partire dal 1° luglio di ogni anno. A questo riguardo, mi permetto di ricordarle che spetta al Consiglio decidere su una questione siffatta. Sottoporro tuttavia il problema alle autorità del mio paese e a tempo debito informeto il Governo svizzero delle decisioni prese.

Spero vivamente che in questo modo l'applicazione del regolamento non presenti più difficoltà. Qualora dovessero però insorgere dei problemi, sono pronto ad avere uno scambio di idee con le autorità svizzere al fine di trovare soluzioni reciprocamente soddisfacenti.

La prego di gradire, Signor Ambasciatore, i sensi della mia più alta considerazione.

(f.to) Th. Hijzen